

Séance du mardi 10 novembre 2015 à 20h30
Mairie – salle du Conseil

PROCES-VERBAL

Présidence :	M. Joël	SCHMULOWITZ	
Présents :	Mme Carol	BORLOZ-NEUFFER	
	Mme Cristina	DELLAMULA	
	M. Christophe	FAVRE	
	Mme Lorella	GLAUS-LEMBO	
	M. Bastien	GUEx	
	Mme Isabelle	ISCH	
	M. Olivier	JOSS	
	Mme Marie-France	MUTILLOD	
	Mme Nicole	PICARD FLUMET	
	Mme Fabienne	PITTELOUD	
	M. Georges	RYCHNER	
	M. Noun Jacques	SANOU	
	Mme Elisabeth	STALDER	
	Mme Julie	UDRY	
	Mme Christine	VIZCAINO	
Assistent :	M. Wolfgang	HONEGGER	Maire
	M. Andreas	BAUMGARTNER	Adjoint
	M. Michel	STALDER	Adjoint
Excusés :	M. Jean	KELLER	

♦ ♦ ♦

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du 13 octobre 2015
2. Communications du Bureau du Conseil municipal
3. Communications de la Mairie
4. Taxe professionnelle communale 2016 (délibération)
5. Indemnités aux Maire et Adjointes (délibération)
6. Approbation du budget de fonctionnement annuel et du taux des centimes additionnels pour 2016 (délibération)
7. Crédit budgétaire supplémentaire avec imputations multiples (délibération)
8. Crédit d'investissement pour l'installation d'un système de vidéosurveillance sur la commune de Genthod (délibération)
9. Propositions de la Mairie
10. Propositions individuelles et questions
11. Divers
12. Huis clos (naturalisation)

♦ ♦ ♦

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 13 OCTOBRE 2015

M. RYCHNER suggère les corrections suivantes :

P. 28 : Dans la première intervention de M. RYCHNER, remplacer « protégée » par « homologuée ».

P. 30 : Dans la première intervention de M. RYCHNER, remplacer « ce qui permet aux avocats de le lire » par « ce qui permet aux avocats de l'interpréter ». Plus loin, remplacer « l'impact de ces nuisances et notamment la non-constructibilité engendre une forme d'expropriation » par « l'impact de ces nuisances est notamment la non-constructibilité, qui engendre une forme d'expropriation ».

Mme STALDER suggère les corrections suivantes :

P. 24 : Dans la dernière phrase, remplacer « SIAG » par « SIACG ».

p. 28 : Remplacer « Créteigny » par « Creteigny »

Le procès-verbal est approuvé par 15 voix pour, soit à l'unanimité

2. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Président informe qu'il fera tourner, ce soir, une feuille d'inscription pour la prochaine sortie du Conseil Municipal, afin de pouvoir prévoir les différentes réservations dans les restaurants et hôtels.

3. COMMUNICATIONS DE LA MAIRIE

➤ M. HONEGGER

• **Fête de l'Escalade**

Cette année, la fête de l'Escalade aura lieu le 5 décembre, en présence de la Compagnie de 1602.

• **Concours Voirie/Pompiers**

Le jury du concours Voirie/Pompiers s'est réuni 2 fois. Le 5 novembre, il a sélectionné le lauréat. Il s'agit du bureau M+N Architectes Sàrl, qui saura gérer avec rigueur ce projet. Tous les projets seront présentés en présence des architectes qui les ont élaborés. Le vernissage aura lieu le 24 novembre, à 17h, à la salle communale.

➤ M. BAUMGARTNER

• **Chantier des Troiselles**

Je fais circuler parmi vous des photos du début du chantier des Troiselles.

4. TAXE PROFESSIONNELLE COMMUNALE 2016 (DELIBERATION)

Le Président donne lecture du projet de délibération.

Dégrèvement de la taxe professionnelle communale pour l'année 2016

Vu l'article 30, al. 1, lettre c, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

vu l'article 308 C, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,

et sur proposition de la Mairie,

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 15 voix pour, soit à l'unanimité

1. De fixer le taux de dégrèvement de la taxe professionnelle communale pour l'année 2016 à 100 %.

5. INDEMNITES AUX MAIRE ET ADJOINTS (DELIBERATION)

Le Président donne lecture du projet de délibération.

Indemnités allouées en 2016 aux Maires et Adjointes et Conseillers municipaux

Vu le projet de budget pour l'année 2016,

vu le rapport de la commission des finances du 27 octobre 2015,

vu l'article 30, al. 1, lettre v, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

et sur proposition de la Mairie,

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 15 voix pour, soit à l'unanimité

1. De fixer les indemnités allouées au Maire à CHF 62'000.- et aux Adjointes au maire à CHF 49'600.-, soit CHF 161'200.- au total.
2. De fixer les indemnités allouées pour les séances du Conseil municipal à CHF 60'000.- au total.
3. De porter ces sommes sur les rubriques budgétaires 2016 suivantes :
020.300 Indemnités Maire et Adjointes
010.300 Indemnités Conseil municipal
6. **APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT ANNUEL ET DU TAUX DES CENTIMES ADDITIONNELS POUR 2016 (DELIBERATION)**

M. HONEGGER procède à la présentation du budget à l'aide d'un diaporama, soulignant que celui-ci a préalablement été discuté en commission des Finances et au sein des commissions techniques.

Budget 2016



X

Comparaison avec budgets précédents

Frs. milliers	Budget 2014	Réalisé 2014	Budget 2015	Budget 2016
Total charges	12'293	13'242	15'838	10'667
Total revenus	12'309	12'508	15'887	10'677
Excédent/Déficit	16	-734	49	10

X

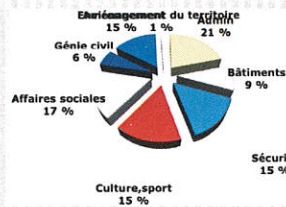
Politique salariale 2016

- Adaptation des salaires en 2016: + 1%

**12.10 postes représentant 18 employés
situation inchangée**

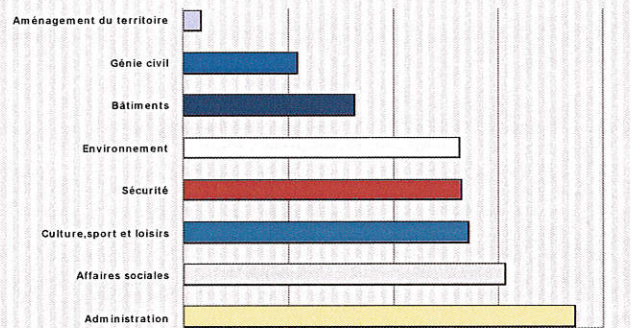
X

Répartition des charges par commission et administration sans amortissements



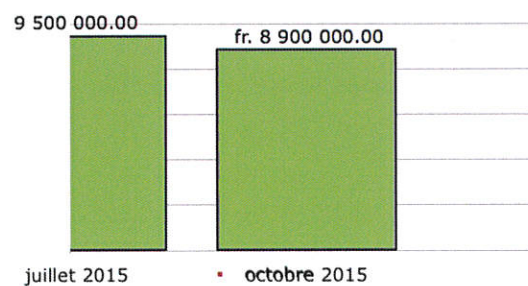
X

Répartition des charges par commission et administration sans amortissements



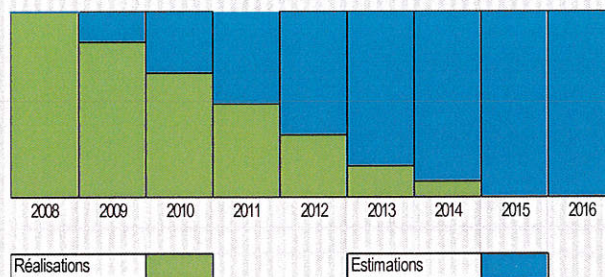
X

Estimations de l'ETAT pour les recettes fiscales: budget 2016



X

Modélisation de l'évolution du pourcentage de bordereaux définitifs (taxés) auprès des contribuables



Investissements 2016

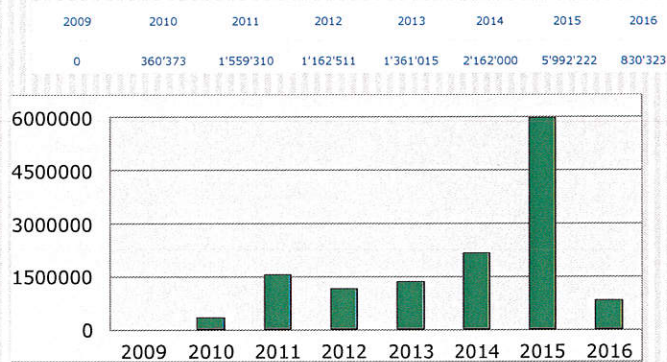
- Le plan d'investissements prévoit un montant net d'environ 2'500'000 Frs pour le patrimoine administratif

Etude & réalisation Centre Voirie	CHF 1'000'000.-
Collecteur Troiselles	CHF 1'500'000.-

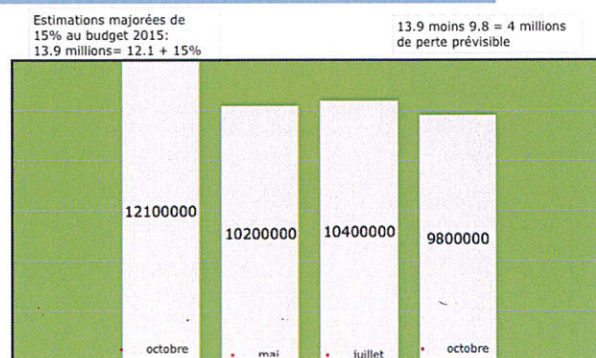
Situation des liquidités

EN MILLIONS	2013	2014	2015	30.09.15
LIQUIDITES disponibles	26.5	21.2	27.5	25.4
▪ Raiffeisen	8.8	8.8	8.8	8.8
▪ PostFinance	16.2	10.4	15.7	7.9
▪ BCGe	1.4	1.9	1.2	8.5
▪ ETAT GENEVE	0.1	0.1	1.8	0.2

**Péréquations intercommunales:
évolution des contributions de la commune de Genthod**



**Comptes 2015: évolution des estimations de l'ETAT pour les
recettes fiscales**



Structure des contribuables: impôts sur le revenu

Effectifs 2013	Impôt 2013	%
223	48'400	1%
579	430'000	8%
341	589'500	11%
102	500'300	9%
24	297'400	6%
17	3'493'400	65%
1286	5'359'000	100%

Prévisions

- Le budget 2016 est exceptionnel au vue de la contribution de la commune d'Anières Fr. 27 millions au fond de péréquation sur un total de 42 millions (65% du total).
- Ainsi, la contribution de Genthod pour 2016 s'élève à CHF 830'323.- «seulement».
- dès 2017 il faut compter avec une contribution moyenne d'environ 2 millions.
- Dès 2017 Genthod doit alimenter le fond intercommunal de l'infrastructure (FI) à la hauteur de Fr. 500'000.- environ, sans pouvoir en profiter.

x

M. GUEx rappelle avoir posé un certain nombre de questions par e-mail au président de la commission des Finances, M. KELLER. Il semblerait que des réponses aient été faites.

M. HONEGGER lit les questions et réponses.

- 050.301.00 *Est-ce qu'il est possible de connaître la grille salariale (pas les salaires) de la commune ?*
Non, confidentiel, une grille de salaire serait trop précise vu le peu d'employés actifs sur la commune.
- 080.313.00 *Pourquoi cette ligne « Fournitures diverses » augmente de CHF 2'000.- à CHF 10'000.- pour le budget de 2016 ?*
Réalisé en 2014 : CHF 10'518.- ; Réalisé au 30.09.15 : CHF 3'910.-. Les dépenses prévisibles seront similaires à 2014.
- 080.314.00 *Est-ce qu'il y a une augmentation des revenus correspondant à cette augmentation de charge d' « Entretien d'immeuble par tiers » ? C'est-à-dire est-ce que cette augmentation de charge est bien liée au nouveau centre communal et, si oui, est ce que les frais d'entretien à la charge des locataires du centre apparaissent dans le budget ?*
Une partie importante de ces charges est bien liée au centre communal et à son utilisation.
- 110.318.00 *Qu'est-ce que signifie « budget pour Marché public » dans la case de commentaire de la version 1^{ère} lecture du budget ?*
Ce commentaire indique que ces honoraires sont soumis aux accords intercantonaux sur les marchés publics (Voirie, Pompiers et autres).
- 140.311.00 *Est-ce que l'intercommunalité a été prise en considération pour cette dépense ? Est-ce qu'il y a une réflexion au sujet de l'optimisation des coûts entre les différentes compagnies de pompiers et d'adéquations des moyens (matériel et hommes) en fonction des besoins des communes ?*
Les pompiers communaux sont indépendants et doivent s'équiper pour être fonctionnels. Une collaboration peut néanmoins, à une date ultérieure, être envisagée.
- 330.308.00 *Il y a selon le GIG une réflexion à mener concernant la ligne 330.308.00 « Personnel intérimaire », car le montant s'élève quasiment à un demi-poste. De manière générale, il y a une réflexion à avoir entre l'utilisation de personnel intérimaire, d'employés de la commune ou d'emplois jeunes (p. ex. ligne 210.301.01) en fonction des missions et des objectifs de la commune.*
Réalisé au 30.09.15 : CHF 30'460.30
Les dépenses de cette année sont liées à l'engagement d'une personne temporaire dû à une absence prolongée d'un employé et des auxiliaires d'été.

Mme STALDER s'exprime au nom du PLR.

« Ce soir, nous sommes appelés à nous prononcer, entre autres, sur le budget de fonctionnement 2016 et le taux du centime additionnel.

Au vu de la forte diminution des rentrées fiscales en cours, l'exercice fut particulièrement ardu cette année et source de vives discussions au sein de la commission des Finances, afin de trouver un consensus pour atteindre l'équilibre budgétaire. En effet, le budget tel qu'il nous a été présenté ce soir par M. le Maire, présente un excédent de CHF 10'000.-, sur un budget de l'ordre de CHF 10 millions, incluant un amortissement extraordinaire de CHF 340'000.-. Il conviendra d'être particulièrement attentifs aux dépenses, car les prévisions communiquées par l'administration fiscale cantonale ne sont pas de nature à nous rassurer. Il semble bien que la période dit des « vaches grasses » soit terminée et nous nous acheminons sans aucun doute vers des temps plus difficiles dont les issues sont encore très incertaines.

Par ailleurs, il convient de rappeler que nous avons la chance de bénéficier très largement de la manne financière récupérée par la Commune d'Anières déployant ses effets directement sur la contribution à charge de la Commune au niveau de la péréquation financière intercommunale. En effet, le montant à verser pour 2016 s'élève à CHF 830'323.- alors que selon les prévisions 2017, la contribution dépassera CHF 2 millions.

Il convient de noter également que les revenus découlant des immeubles du patrimoine financier sont inclus dans les recettes.

Un grand merci à M. le Maire, et en particulier au président de la commission des Finances, M. Jean KELLER, excusé ce soir pour des raisons professionnelles urgentes, et dont le travail remarquable mérite d'être souligné. Merci également aux présidents des commissions et à tous les commissaires ayant apporté leur contribution à l'élaboration de ce budget, sans oublier la contribution de notre expert-comptable, M. Yvan MASSEREY.

Le PLR est en accord avec ce budget et le maintien du centime additionnel à 25 centimes, tout en appelant de ses vœux à la plus grande vigilance pour le maintien de finances communales saines, et vous invite à accepter ce budget. »

Mme PITTELOUD prend la parole au nom du PDC.

« L'évolution des budgets de la Commune, tout comme les prévisions cantonales, sont sur une pente descendante. Nous avons eu la chance de pouvoir rester positifs jusqu'à maintenant, mais il est évident que nous allons devoir entamer de sérieuses discussions sur les missions de la Commune pour sa population, fixer des priorités, faire des arbitrages.

Si la conjoncture nous était restée favorable, des années plus difficiles s'annoncent, mais sans commune mesure avec les difficultés auxquelles sont confrontés les pays surendettés du sud de l'Europe. Pour rester capables de répondre à nos obligations, nous devons veiller à maintenir une réserve suffisante pour assurer nos dépenses pendant les prochaines années et éviter de devoir amortir des montants trop importants qui grèvent notre budget de fonctionnement.

Si le PDC a maintenu sa position disant que la Commune devait investir de manière anticyclique durant les périodes de crise, elle doit maintenant continuer à le faire de manière ciblée, et en faisant très attention à pouvoir maîtriser ses budgets sur les prochaines années. C'est pour cela qu'il est absolument indispensable de disposer dans cette réflexion à venir de tableaux d'investissements, d'amortissements en cours et futurs. Des amortissements complémentaires à prévoir au moment du vote du budget sont nécessaires pour une saine gestion des finances, pour disposer d'une marge de manœuvre budgétaire, et ils seront débloqués si les rentrées sont à leur hauteur, et seulement dans ce cas-là.

Le PDC est favorable au budget présenté au Conseil Municipal, mais demande clairement à pouvoir disposer des éléments nécessaires à la réflexion et aux décisions à venir. »

M. GUEx s'exprime au nom du GIG.

« Le GIG constate que, malgré des prévisions de rentrées fiscales en baisse et une provision pour des amortissements complémentaires, le budget 2016 dégage un excédent.

De ce fait, il se réjouit que Genthod reste une commune où la charge fiscale pour les familles avec enfants soit parmi les plus basses de Suisse romande et annonce que, bien qu'il ait des observations à propos du déroulement de son élaboration, il va accepter la proposition de budget 2016.

A l'avenir, pour l'élaboration du budget, le GIG souhaite :

- que la commission des Finances examine le budget lors d'une séance réservée à ses membres ;*
- que ce soit la commission des Finances qui se charge d'étudier une éventuelle modification des postes proposés par la Mairie ou élaborés en commission ;*
- recevoir les différentes versions de budget sous une forme identique afin de faciliter leur comparaison.*

Par ailleurs, le budget de fonctionnement de la Commune devant être adopté le 15 novembre au plus tard, le GIG considère que fixer son approbation 5 jours seulement avant la date butoir ne laisse que peu de marge de manœuvre au Conseil Municipal. En effet, si un conseiller souhaite des informations ou a des doutes, il a le choix, soit d'accepter le budget sans les réponses à ses interrogations, soit de le refuser avec comme conséquences la convocation d'une séance extraordinaire ou le système des « 12èmes provisionnels ».

Par conséquent, afin de permettre au Conseil Municipal de travailler sereinement, le GIG demande pour la suite de la législature de revoir le calendrier de l'élaboration du budget de manière à pouvoir :

- planifier une commission des Finances ordinaire sur le budget au terme du travail des commissions ;*
- organiser, si nécessaire, une séance des Finances élargie au Conseil Municipal ;*
- fixer la date du Conseil Municipal qui traite de l'approbation du budget au minimum 8 jours avant le 15 novembre.*

Ces observations sont également applicables au processus de contrôle des comptes.

Le GIG remercie également la Mairie et M. MASSEREY pour l'excellent travail effectué, comme chaque année. »

Le Président donne lecture du projet de délibération.

Proposition du Maire relative au budget de fonctionnement annuel 2016 et au taux des centimes additionnels

Vu le budget administratif pour l'année 2016 qui comprend le budget de fonctionnement et le plan annuel des investissements,

attendu que le budget de fonctionnement présente un montant de CHF 10'666'894.- aux charges et de CHF 10'676'790.- aux revenus, l'excédent de revenus présumé s'élevant à CHF 9'896.-,

attendu que l'autofinancement s'élève à CHF 2'116'162.-, au moyen des amortissements ordinaires du patrimoine administratif inscrits au budget de fonctionnement pour un montant de CHF 1'766'266.-, au moyen des amortissements complémentaires excédant les amortissements ordinaires inscrits au budget de fonctionnement pour un montant de CHF 340'000.- et par l'excédent de revenus présumé du budget de fonctionnement pour un montant de CHF 9'896.-,

attendu que le nombre de centimes additionnels nécessaires à l'exécution des tâches communales pour 2016 s'élève à 25 centimes,

attendu que le plan annuel des investissements présente un montant de CHF 2'500'000.- aux dépenses, les investissements nets présumés s'élevant à CHF 2'500'000.-,

attendu que les investissements nets sont autofinancés pour un montant de CHF 2'116'162.-, il en résulte une insuffisance de financement des investissements de CHF 383'838.-,

vu le rapport de la commission des Finances du 27 octobre 2015,

conformément aux articles 30, al. 1, lettres a et b, et 74, al. 1 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et les articles 291 et suivants relatifs aux centimes additionnels, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,

et sur proposition du Maire,

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 15 voix pour, soit à l'unanimité

1. D'approuver le budget de fonctionnement 2016 pour un montant de CHF 10'666'894.- aux charges et de CHF 10'676'790.- aux revenus, l'excédent de revenus présumé s'élevant à CHF 9'896.-.
2. De fixer le taux des centimes additionnels pour 2016 à 25 centimes.

7. CREDIT BUDGETAIRE SUPPLEMENTAIRE AVEC IMPUTATIONS MULTIPLES (DELIBERATION)

M. HONEGGER explique qu'afin d'être fidèle aux recommandations de la Cour des comptes, il demande l'autorisation du Conseil Municipal pour trois dépenses supplémentaires sur le budget 2015, à savoir :

- CHF 200.- pour les frais de votation ;
- CHF 5'000.- pour les pompiers, sous la rubrique « incendies et secours » ;
- CHF 2'000.- pour subventionner une sortie non budgétée du jardin d'enfants Les Petits Loups, sous la rubrique « institutions pour la jeunesse ».

Le Président donne lecture du projet de délibération.

Crédit budgétaire supplémentaire avec imputations multiples

Vu l'anticipation des futurs dépassements de crédits,

conformément à l'article 30, alinéa 1 lettre d, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

et sur proposition de la Mairie,

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 15 voix pour, soit à l'unanimité

1. D'ouvrir un crédit supplémentaire total de CHF 7'200.- sur le budget de fonctionnement de l'année 2015, réparti selon l'annexe jointe.
2. De comptabiliser les charges prévues à l'article 1 sous les rubriques mentionnées dans l'annexe jointe.

3. De compenser par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par la fortune nette ce crédit budgétaire supplémentaire.

8. CREDIT D'INVESTISSEMENT POUR L'INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE SUR LA COMMUNE DE GENTHOD (DELIBERATION)

M. RYCHNER prend la parole.

« Chers président, conseillers municipaux et membres de l'Exécutif.

En décembre 2014, plus de la moitié des communes genevoises s'étaient dotées d'un système de vidéosurveillance. Toutes les communes proches de Genthod en sont équipées : Versoix, Collex-Bossy, Bellevue, Pregny-Chambésy, Grand-Saconnex, etc.

Afin de préserver ses biens et d'assurer la sécurité des personnes, la vidéosurveillance est un complément devenu indispensable aux sociétés de surveillance qui patrouillent sur notre commune. Le règlement intégré à cette délibération, et qui régit l'utilisation des images, protège aussi efficacement les personnes dans leur sphère privée.

C'est pourquoi, aujourd'hui, le PLR et la commission de Sécurité, qui a repris et complété l'étude effectuée par ladite commission de l'ancienne législature, vous proposent d'accepter la présente délibération.

Je vous remercie pour votre attention. »

Mme BORLOZ-NEUFFER s'exprime au nom du GIG.

« Le GIG s'étonne de cette délibération qui traite à la fois de l'acceptation du règlement et de celle de l'installation de caméras de vidéosurveillance sur le territoire de la commune.

La forme est d'autant plus surprenante que le Conseil Municipal devrait, selon le règlement à adopter, approuver l'emplacement de chaque caméra.

Lors de la commission du 28 septembre, si un accord de principe a été donné pour le règlement, il n'en reste pas moins que des informations et des réponses manquaient et que la commission devait se réunir encore une fois avant de prendre une telle décision.

Le groupement s'interroge aussi sur l'opportunité de telles caméras qui vont entraîner un investissement et des frais de fonctionnement importants.

Pour ces raisons, le GIG estime que trop d'éléments sont encore en discussion et que le projet n'est pas mûr pour être voté ce soir. Il annonce que, s'il n'est pas retiré et renvoyé en commission, le GIG s'opposera à l'acceptation de cette délibération. »

Mme UDRY prend la parole au nom du PDC.

« Le PDC n'est pas favorable au vote de la délibération présentée ce soir. Elle n'a pas été discutée en commission de la Sécurité, seul le règlement y est passé. Une première présentation des localisations avait bien été faite, mais elle ne correspond pas à celle jointe aux documents de séance de ce soir. Le nombre de caméras n'est pas identique.

L'ajout de cette délibération à l'ordre du jour du Conseil Municipal en sus du budget ressemble à un passage en force, alors que la commission de Sécurité de la semaine dernière a été annulée par manque de réponses aux questions posées sur ce sujet justement. Le règlement prévoit une décision caméra par caméra. Et une vision plus large en lien avec le budget s'impose. Sert-on vraiment la population et la sécurité de nos communiens en filmant des poubelles ?

Le PDC aimerait connaître les dégradations actuelles et les coûts de remise en état annuels, s'ils dépassent les cent soixante mille francs d'investissement demandés ce soir et s'ils atteignent ensuite les cent mille francs par an que le fonctionnement va nous coûter. Est-ce que réellement nous voulons vivre sous surveillance ? Le PDC ne le souhaite pas. »

M. RYCHNER souhaite répondre aux membres de la commission et du Conseil Municipal. Il souligne que le texte du règlement a été envoyé à tous, afin de répondre à la question en suspens. Quant aux emplacements des caméras, ils n'ont pas changé. Seule une caméra supplémentaire est venue se placer aux Bains du Saugy, mais les autres emplacements sont restés identiques. De plus, selon le règlement, les caméras ne doivent pas être adoptées une par une en Conseil Municipal. Enfin, il rappelle que la question des caméras n'avait pas eu d'objection et que le projet avait été accepté par 6 voix pour et 1 abstention.

M. GUERX demande au président de la commission si le plan doit être validé par le Canton. Si oui, il demande si cela a été fait. De plus, il souhaite savoir s'il est légal de filmer des déchetteries.

M. STALDER répond que le projet doit être validé par le Conseil Municipal avant de pouvoir faire la demande auprès de l'Etat concernant la protection des données.

M. HONEGGER confirme qu'il faut d'abord que le Conseil Municipal s'exprime et donne son accord.

Mme PITTELOUD souligne qu'un des terrains concernés par la pose des caméras est cantonal. Il faut donc voir s'il y a besoin d'une autorisation du Canton. Elle ajoute que ce qui a été accepté en commission de Sécurité, c'est le règlement et non pas la localisation des caméras.

M. RYCHNER rappelle que lors de l'ancienne législature, l'emplacement des caméras avait été analysé par la commission.

Mme BORLOZ-NEUFFER souligne que sous l'ancienne législature l'emplacement des caméras n'a jamais été approuvé.

M. RYCHNER constate que le souhait des groupes politiques serait de fractionner en trois délibérations, à savoir le règlement, le budget et l'emplacement.

Mme PITTELOUD répond que le souhait du PDC est de pouvoir discuter de l'ensemble des points en commission de Sécurité avant de les présenter en Conseil Municipal.

M. HONEGGER suggère le renvoi en commission, car si celle-ci est refusée, le sujet est enterré pour un certain temps.

Le renvoi du dossier en commission de Sécurité est accepté par 9 voix pour et 6 abstentions

9. PROPOSITIONS DE LA MAIRIE

Aucune proposition.

10. PROPOSITIONS INDIVIDUELLES ET QUESTIONS

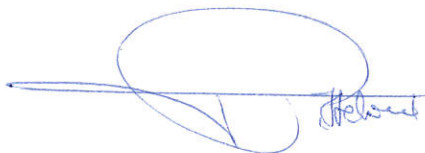
Mme STALDER dit avoir une interrogation au sujet du passage sous voies de la gare de Genthod-Bellevue. Certains habitants de Genthod lui ont fait part de leur inquiétude concernant la sécurité de ce passage, en particulier la nuit. Des cyclistes et des motos y passent, alors que la visibilité est limitée et il semblerait qu'il y ait des personnes étranges. Elle demande alors qui en est responsable.

M. HONEGGER explique qu'il va se renseigner, afin de savoir si la responsabilité de ce passage revient aux CFF, à Bellevue ou à Genthod, et reviendra rapidement vers elle pour lui donner une réponse.

11. DIVERS

Aucun divers.

Le Président prononce le huis-clos et lève la séance publique à 21h28.

A blue ink signature, appearing to be 'Fabienne', written in a cursive style.

La Secrétaire
Fabienne PITTELOUD

A dark ink signature, appearing to be 'Joël', written in a cursive style.

Le Président
Joël SCHMULOWITZ